

Mémoire de fin d'études : "Un urbanisme qui (dé)genre. Les politiques urbaines genrées et leur impact sur l'aménagement de l'espace public. Réflexions autour de la prise en compte du genre dans un projet : Le cas Namur"

Auteur : Mullens, Elise

Promoteur(s) : Tieleman, David; Gloesener, Justine

Faculté : Faculté d'Architecture

Diplôme : Master en architecture, à finalité spécialisée en art de bâtir et urbanisme

Année académique : 2019-2020

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/9876>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

ANNEXES

Annexe I : Retranscription de l'entretien avec Anne-Marie Sauvat, architecte paysagiste chez l'Atelier Eole.

Elise Mullens

Comme je vous l'avais dit dans mon mail, je vous contacte par rapport à mon mémoire parce que je travaille sur le genre dans l'architecture et plus précisément dans l'espace public, avec notamment la question de la place des femmes. En faite, j'ai plutôt axé ma question de recherche sur les politiques urbaines genrées et comment est ce qu'elles étaient mises en place par une ville et aussi comment cela était traduit par rapport à l'architecture des projets que la Ville proposait. En faisant mes recherches j'ai vu pas mal de choses en Belgique qui ont été faites, à Bruxelles et je me suis demandé « et en Wallonie, qu'est ce qu'il se passe ? ». C'est comme cela que je suis tombée sur le projet de Namur notamment puisqu'il y a eu beaucoup de pub et ça a été très fort médiatisé comme une des premières fois que l'on prenait le genre en compte, en Wallonie dans un projet. Je vous ai donc ciblé ma recherche. Je pourrais commencer par une première question pour vous demander « Qui êtes-vous, pourriez vous vous présenter et expliquer votre fonction au sein de l'Atelier Eole ? »

Anne Marie Sauvat

Ok, donc Anne-Marie Sauvat, je suis architecte-paysagiste. Je suis fondatrice gérante de l'Atelier Eole qui est un atelier de paysagiste installé à Bruxelles depuis une trentaine d'années.

Elise Mullens

Est-ce que dans vos anciens projets ou dans votre bureau, vous avez déjà eu affaire au genre, qu'est ce qu'il signifie pour vous ? Est-ce quelque chose d'important par rapport à votre bureau ou alors était-ce la toute première fois que vous avez affaire avec ce genre de proposition ?

Anne-Marie Sauvat

À Namur, oui c'est la première fois où l'approche a été nommée et caractérisée telle quelle. Si ce n'est que dans la démarche des projets qui sont développés au bureau, l'approche genrée fait intuitivement partie de la façon dont les projets sont développés.

Elise Mullens

D'accord donc c'est quand même un sujet que vous connaissez et que vous utilisez beaucoup ?

Anne- Marie Sauvat

Oui, tout à fait. Qui est utilisé mais qui est utilisé je dirais par soucis personnel avant que l'on commence à voir apparaître de la littérature, des actions concrètes en ville, un certain soutien je dirais médiatique, d'articles dans la presse, etc.

Elise Mullens

Est ce que pour vous, il y a une certaine importance maintenant qu'on en voit, comme vous le dites, de plus en plus dans les articles, qu'on en entend parler. Est-ce qu'il y a vraiment une réelle importance à prendre la dimension de genre en compte dans les villes et dans les politiques urbaines actuelles?

Anne-Marie Sauvat

Oui certainement, parce que je pense qu'il y a une grosse dichotomie dans les prises de décisions et les prises de décisions qui concernent la ville ne dépendent pas toujours du service de l'urbanisme, ils dépendent parfois du service financier, du service des sports, de la culture puisque finalement en ville, on récupère des programmations qui sont faites, souvent, sans aucune réflexion genrée sur les usages, les destinataires, les usages définitifs sur les terrains et que dans la mesure où il n'y a pas cette politique qui est mise en place au niveau du décideur qui est le collègue global de la ville, il faut que nous, en ayant des cahiers des charges orientés,

on puisse les désorienter pour ramener un équilibre d'usage potentiel. Et là je fais référence aux programmations qu'il y a très souvent dans les cahiers des charges auxquels nous architectes-paysagistes, ont répondu pour des appels d'offre publics, ou il y a des usages qui sont listés, des fonctions qui sont listées, des équipements potentiels qui sont orientés ou sous-entendus. Et quand on traduit ceci, disons que dans 95% des cas si ce n'est même 99% des cas, quand on traduit les programmations en projet, on se rend compte qu'on arrive à des projets de parcs urbains, de parcs publics avec des équipements qui sont à 99% phagocytés par les garçons. Et donc, si on n'a pas une lecture genrée des cahiers des charges, on répond point par point au cahier des charges dans tous les stéréotypes qu'ils véhiculent et on reproduit des aménagements publics qui vont générer des usages dichotomiques.

Elise Mullens

Dans cette démarche, comment la Ville de Namur, pour une fois, on va dire, a décidé de prendre en compte cette dimension du genre et comment est ce que le projet a été présenté ? Et comment est ce que ça a été motivé par les participants dans cette dimension d'avoir un regard genré face au cahier de charge et aux propositions que la ville voulait pour le projet ?

Anne-Marie Sauvat

Alors que la ville ait eu une démarche et une réflexion portées sur un regard genré sur la ville, ça je ne peux pas vous répondre. Si ce n'est que dans le cahier des charges du concours il y avait effectivement le souhait qu'une analyse genrée soit portée sur le programme et la réponse qui y seront donnés. Après il faut voir, il faut remonter à la ville de Namur, au niveau de la cellule urbaine pour voir qui est à l'initiative, depuis quand. Je sais que ça s'est traduit par le financement de marches exploratoires et puis après il y avait plus de budget donc ils ont arrêté. Mais nous en voyant le cahier des charges tel qu'il était rédigé, j'ai pris contact avec l'ASBL Garance et on a, l'équipe de l'ASBL, épluché et décortiqué notre avant-projet. Mais on avait, nous déjà développé un avant projet. Parce que en fait, quand on développe un projet urbain, il y a énormément de contraintes à respecter : budgétaires, urbaines, sanitaires, sécuritaires, d'approche genrée, etc. L'approche genrée n'est qu'un critère

parmi tant d'autres. Et donc nous il faut qu'on arrive à décortiquer tout ça et à proposer une première esquisse et sur base de l'avant-projet, on a fait une relecture avec l'ASBL Garance qui nous a permis d'affiner certaines réponses.

Elise Mullens

Par rapport à l'élaboration du projet vous avez été mis en charge de la partie parc public exclusivement...

Anne Marie Sauvat

Tous les aménagements extérieurs, comme paysagistes, on intervient du pied de la façade jusqu'à la limite de l'espace « voirie » disons.

Elise Mullens

Plus particulièrement par rapport au projet et l'architecture des espaces publics en général, ce qui m'intéressait c'était le mobilier urbain et je me demandais si dans la réflexion de tous vos aménagements, vous aviez une réflexion particulière sur un type de mobilier ou comment vous auriez réfléchi à une stratégie à mettre en place afin d'améliorer l'égalité ou autre ?

Anne-Marie Sauvat

Ça s'est disons une philosophie que j'applique à tous mes projets sans attendre d'avoir potentiellement un cahier des charges genré ou pas. Ce qu'il faut c'est dans des aménagements publics que l'on développe et vous avez un exemple, bien qu'il soit aujourd'hui dans un état assez effroyable, un parc qu'on a développé à Seraing, qui s'appelle le parc Seraing maintenant. Il est dans un état lamentable ; la ville ne l'a jamais entretenu, ils ont modifié des choses mais globalement vous verrez là-bas la traduction de ce que je vais vous dire.

Donc moi, ce à quoi je suis très attachée, c'est justement pour éviter des usages très stéréotypés des espaces, par un genre plutôt qu'un autre etc. J'évite au maximum d'utiliser des aménagements normés c'est-à-dire que l'on trouve un peu préfabriqués dans un catalogue. Souvent, dans les cahiers des charges il faut des

jeux, des équipements sportifs, etc. Je n'équipe jamais les projets que l'on fait pour répondre au trois et à lettre ?? pour y mettre un « agora space », un espace skate, etc. car ça c'est d'office des espaces qui vont être pris en possession par les équipes de garçons et les filles ou les garçons qui veulent jouer avec les filles, vont être exclus de ces lieux-là, ou les phénomènes de bandes en ville, etc. Donc je réponds toujours à ces demandes non pas en disant que là on va installer ce type d'équipement mais on développe un aménagement urbain qui va permettre de faire du skate où j'ai envie quand j'ai envie mais en même temps je peux faire du vélo en me faisant peur, je peux courir en me mettant en danger, je peux jouer avec la poussette, je peux faire plein de choses en plus du skate et je suis obligé de me mélanger avec les autres. Pareil, des aménagements sportifs, à Seraing, on a développé un micro-espace d'escalade, de glissade, etc. où je peux me mettre en danger, que je sois garçon, fille, adulte, enfant, ado, sans que ce soit un mini terrain de foot où d'office il va y avoir pratiquement que des garçons et idem pour un panier de basket. Donc c'est répondre au cahier des charges mais c'est sortir de réponses complètement archétypées en fait. Et en faisant en sorte, parce que, la démarche qui est recherchée par l'atelier c'est d'aplatir les usages et de les ouvrir à tous par rapport à une démarche genrée mais c'est aussi beaucoup par rapport à une démarche intergénérationnelle. Ce qui faut c'est que à un moment donné, tout le monde puisse prendre possession de tout et croiser l'autre, tel qu'il soit donc c'est pas simplement une approche genrée, c'est aussi plus que ça, intergénérationnel, valide, pas valide, dans la norme, hors de la norme, etc.

Elise Mullens

Ça s'étend à beaucoup plus large ?

Anne-Marie Sauvat

Bien sûr, l'approche genrée, ce n'est qu'une approche parmi d'autres.

Elise Mullens

Par rapport au projet, y avait aussi la question des toilettes par exemple dans l'espace public, pour le projet de Namur quelque chose a été développé ?

Anne-Marie Sauvat

Oui bien sûr. Les toilettes c'est l'éternelle question effectivement qui fait que les femmes sont aussi moins présentes dans l'espace public parce que c'est quand même beaucoup elles qui s'occupent des enfants. Alors évidemment il n'y avait pas de budget pour installer des toilettes publiques. Il n'y a jamais de budget. Donc ce qu'on a fait, c'est qu'on a fait un peu de forcing au niveau des architectes puisque dans le programme de Namur, on avait une chance c'est qu'il y avait un équipement collectif, une bibliothèque qui est attenante aux espaces extérieurs que nous développons. Et donc par exemple au premier étage il y a un grand haut-vent qui permet de passer du parc à l'intérieur d'ilot c'est en fait une grande terrasse que l'on a esquissé comme usage collectif lié à la bibliothèque : classes pédagogiques, bouquiner dehors, et comme terrasse potentielle de la brasserie commerciale de l'autre côté. Et au rez-de-chaussée, travailler avec les architectes pour faire en sorte d'adapter leurs projets d'archi pour qu'ils placent à l'entrée de la bibliothèque les toilettes des usagers de la bibliothèque en travaillant sur la distribution des toilettes et d'avoir des toilettes idéalement mixtes mais ce n'est pas encore vraiment dans les mœurs. Quand en on va en Scandinavie, il n'y a pas 36 toilettes, y a des toilettes point barre. Bref on n'y est pas encore complètement mais surtout de faire en sorte qu'il y ait encore potentiellement des toilettes différenciées mais un local central qui permet aussi bien à un homme ou une femme qui s'occupe d'un enfant de venir s'occuper de lui et que cet espace ne soit pas scotché dans les wc dames. Ensuite, on a discuté avec la ville de Namur pour faire en sorte que cet équipement public, celui de la bibliothèque, surveillé par des agents de la bibliothèque, placé à l'entrée de la bibliothèque, puisse aussi aux heures d'ouverture être accessibles aux publics extérieurs. Ce qui veut dire aussi, ce qu'on espère c'est que un jour il y aura des micro-concerts, un petit marché ou je ne sais quoi Y aura du monde et il faut qu'à ce moment-là, le sas de la bibliothèque reste ouvert pour donner accès aux toilettes publiques sans avoir accès à l'intérieur de la bibliothèque.

Elise Mullens

Là pour le coup il y a eu toute une réflexion entre vous et les autres acteurs du projet pour vraiment orienté...

Anne-Marie Sauvat

Et les architectes et validé par la ville de Namur parce que forcément on leur a fait une réflexion et une réponse à un des points auquel il nous avait demandé de répondre donc ils auraient pu difficilement refuser. Enfin ils auraient pu hein ils auraient pu...

Elise Mullens

C'est vrai que l'argent c'est toujours un problème.

Anne-Marie Sauvat

Oui mais ce n'est pas que ça, c'est aussi une question de surveillance, la bibliothécaire ou le bibliothécaire qui sera au desk à l'entrée de la bibliothèque pour gérer la bibliothèque, quelque part, il va être le représentant de la ville et si un jour, il se passe je ne sais pas quoi dans les toilettes et donc il faut que la ville accepte et impose à son personnel cette polyvalence ce qui n'est pas aussi simple que ça.

Elise Mullens

Parce que c'est peu courant aussi de...

Anne-Marie Sauvat

Parce que ça ne se fait pas et puis souvent quand on a un emploi, on a un emploi pour ce type d'emploi et pour faire ce qui est listé dans mon contrat et pas le reste. Donc après c'est des discussions avec des catégories des secteurs d'emploi, la protection de l'employer, les syndicats, etc. c'est pas forcément très simple.

Elise Mullens

Aussi, comme vous m'avez dit tout à l'heure par rapport à l'ASBL Garance et au rapport qu'ils avaient fait des marches exploratoires donc du coup vous avez eu une réunion avec eux, vous en avez eu plusieurs, vous vous êtes réappropriés le rapport qu'ils avaient fait ou comment vous l'avez utilisé ?

Anne-Marie Sauvat

Oui bien sûr, en fait par rapport à ... Donc on a rencontré l'équipe Garance, on leur a expliqué le projet, on leur a laissé les documents, on leur a montré l'analyse et puis après Garance nous a fait un petit rapport de synthèse en disant voilà ceci ok, ceci si vous pouvez l'adapter dans ce sens-là etc. donc on a un petit peu modifié les points à l'entrée du parc pour éviter d'avoir des bancs ventouses pour éviter que l'on screen les personnes qui rentrent dans les parcs et qui font que certaines personnes n'osent plus rentrer dans les lieux publics.

Elise Mullens

Voilà je pense qu'on a fait le tour de mes questions plus ou moins, un grand merci en tout cas.

Anne-Marie Sauvat

Peut être pour la fin des points le dossier est en développement, donc on est en train de développer le dossier d'exécution. Le chantier je ne peux pas te dire du tout quand ça va commencer puisque en ce moment (avec le covid) c'est un peu compliqué.

Elise Mullens

Oui il y a avait eu une ligne du temps mise en ligne sur le site du Pavillon de la ville de Namur où ils mentionnaient que normalement le chantier serait déjà actuellement démarré et que le projet serait remis vers 2021 mais j'imagine que ça n'a pas été actualisé donc je ne savais pas exactement l'état de la situation...

Anne-Marie Sauvat

Non effectivement ce n'est plus d'actualité. Tu vois nous on est en train de sortir les dossiers de permis d'urbanisme et puis développer les dossiers d'exécution et maintenant avec la crise sanitaire on développe jusqu'à un certain stade et le reste on le met en stand by et on verra comment les choses évoluent. Ce n'est malheureusement pas nous qui décidons.

...

Et ce qui est important en faite tu vois c'est que pour interagir sur l'espace public il faut pas seulement aller secouer les services urbanistes il faut aller secouer l'échevin des sports, l'échevin ou l'échevinne de l'égalité des chances etc et faut leur dire de donner des subsides à des activités qui sont parfois minoritaires mais qui intéressent plutôt les filles ou d'autres garçons alors qu'on voit très bien que dans les villes 80 à 90% des subsides par exemple pour les clubs de sport vont vers le foot, les sports de combat et les choses comme ça, les skateparcs, les agoraspaces et finalement là on trouve en usager 2 à 3% de filles. Donc ça ne va pas ! On paye des impôts ils doivent donc être distribués pour tout le monde. Parce que en réinjectant de l'argent public dans des fonctions qui vont générer de nouveau une discrimination d'usage, on reproduit de l'exclusion et on lui donne du champ. Mais le politique n'a pas ce regard là... c'est nous, auteurs de projet, c'est nous électeur, associations etc qui devons un petit peu faire bouger les lignes.

Elise Mullens

En effet, j'ai lu beaucoup d'articles tant sociologiques que urbanistiques ou anthropologiques et ce qui en ressort est parfois un peu frustrant en tant qu'architecte ou que paysagiste ou urbaniste de lire cela. Il faut conscientiser un maximum les gens à travers l'éducation de base pour aller plus loin par exemple dans les cours d'école on aperçoit que dès l'enfance on nous apprend que les garçons ils jouent au foot et les filles...

Anne-Marie Sauvat

Elles sont au bord et elles regardent. Et quand tu regardes ce qu'il se passe par exemple sur les skateparcs, les garçons sont actifs au milieu et les filles sont au bord et les regardent. Alors que probablement s'il y avait un usage un peu plus équilibré y'a des chances qu'il y ait des jeunes filles qui crèvent d'envie d'aller y jouer mais elles ne font pas partie du clan qui peut jouer. Pareil pour les terrains de basket, il y a les garçons qui jouent et les groupes de groupie au bord qui minaudent. Mais c'est vrai, ça il faut arrêter quoi c'est énervant. Effectivement, il y a plein de strates et ça quand on est urbaniste, quand on est architecte et quand on est paysagiste on est

aussi pédagogue quand on a des réunions publiques quand on voit les idylles politiques c'est à nous aussi d'enfoncer le clou chaque fois. Mais maintenant on en parle c'est déjà un grand pas en avant. Même s'il reste beaucoup à faire... On en parle, y'a de la littérature, y'a des exemples et petit à petit c'est quand y'a des jeunes comme toi qui au niveau de leur formation commence à s'intéresser à ces sujets là, vous ferez de bons professionnels et un jour certain auront des agences, certain seront dans la maîtrise d'ouvrage dans les villes et ce sont vous qui allez changer les cahiers des charges, qui allez changer les choses.

Mais il y a urgence parce que les villes se détériorent beaucoup, la géographie urbaine est en train de se crispier suite aux niveaux de vie, aux conditions qui deviennent précaires,... Donc il y a des lieux qui sont d'office, par les affectations, les équipements, excluant et il y a des quartiers entiers qui deviennent maintenant excluant. Je ne sais pas si c'est le bon terme mais il y a des géographies urbaines qui font qu'il y a maintenant des secteurs de villes où la femme a disparu de l'espace public. Et à Bruxelles en premier lieu, il y avait des secteurs de la ville où n'importe qui allait et parce que l'usage commercial et l'usage de la population a changé, il n'y a plus de présence féminine dans l'espace public. Ca c'est gravissime.

Elise Mullens

En effet il est intéressant de constater que ça ne s'arrête pas à l'aménagement urbain mais que ça s'étend au delà de l'espace public, à des quartiers, des endroits beaucoup plus vastes.

Anne Marie Sauvat

Bien sûr et c'est là qu'il faut aller sonner et frapper à la porte de plein d'échevinats différents, d'échevinat de l'égalité des chances, du travail,.. Parce qu'il y a aussi des usages qui sont culturels de l'espace public, il y a des cultures où la femme n'est pas dans l'espace public, elle est dans la maison et c'est pas une raison. Le problème c'est quand il n'y a plus d'équilibre parce que n'importe qui doit pouvoir se déplacer en ville sans avoir à faire un calcul de son itinéraire.

Elise Mullens

Oui, c'est un droit après tout.

Anne-Marie Sauvat

Mais bon, parfois les droits, même si on les a, ce n'est pas pour autant qu'ils sont réels.

Elise Mullens

Merci beaucoup pour votre aide précieuse.

Annexe II : Retranscription de Hortense De Brouwer, étudiante en management territorial et développement urbain, de son entretien avec Laura Chaumont, Collaboratrice des projets Espaces publics et Enfants CAPables à Garance.

Hortense De Brouwer :

Quel est votre rôle dans l'ASBL ?

Laura Chaumont :

Namur, il y a déjà longtemps ... Namur c'était en 2015-2016, donc moi, je suis Laura, je travaille à Garance depuis 8 ans... 8 ans et j'ai été engagée à l'époque pour travailler sur le sujet de l'espace public parce qu'à l'époque on avait envie d'analyser les sentiments d'insécurité vécus par les femmes à Bruxelles et donc on avait développé le concept de marches exploratoires, que nous on n'a pas du tout inventé, qui est un concept qui existe depuis les années 80 au Québec notamment et que Garance avait déjà fait un petit peu, mais il y a plusieurs assoc' qui avaient creusé le sujet et nous on a pris tout ce qui existait et on a fait un petit peu notre module, notre façon de faire, notre méthodologie qui nous arrangeait, qui nous parlait et grâce à cette méthodologie qui était quand même assez poussée, on a pu réaliser 19 marches en 3 mois à l'époque pour analyser plusieurs quartiers de Bruxelles. On a couvert 11 des 19 communes je pense, et il y a un guide qui est sorti à ce sujet-là, qu'on peut toujours trouver en ligne sur notre site internet, il n'est plus en papier, il est épuisé mais voilà c'était une première ébauche, alors évidemment on n'a pas pu creuser certains quartiers comme Namur par exemple parce qu'à l'époque c'était vraiment sur le sentiment général d'insécurité, ce qui n'est pas du tout le cas de Namur, mais c'était quand même un bon moyen de commencer à travailler là-dessus, et puis on n'a plus eu de subventions pendant quelques années, 2-3 ans, moi j'ai travaillé ailleurs et en 2015, suite à une présentation de Garance à Namur, il y a une des travailleuses de la Ville qui a été intéressée par notre projet et qui est venue nous voir pour nous demander si cela pouvait se faire à Namur. C'est moi qui ai porté le projet de A à Z, toute seule, avec ce partenariat assez intéressant de l'échevinat de Namur, égalité des chances et urbanisme, de par sa différence et surtout Sophie Marichal qui est une géographe, oui elle est géographe je pense et qui travaille au pavillon urbain

à Namur. Alors cela s'est étalée sur un certain nombre de mois et en fait au final 1 an et demi parce que c'est un projet qu'on a mené entièrement gratuitement, dans le sens où nous on a fait passer cela comme heures d'éducation permanentes pour notre reconnaissance en éducation permanente et que donc la Ville n'a pas participé financièrement, voilà. Et du coup moi j'ai pris le temps car n'habitant pas à Namur, je ne suis pas bruxelloise, mais voilà je n'habite pas du tout dans la région, donc on a pris le temps, et on a rencontré des difficultés pour faire des marches aussi régulièrement qu'à Bruxelles. Je pense que c'est parce que Garance n'a pas un point d'attache à Namur et c'est plus compliqué de démarcher, d'aller chercher des associations qui ont envie de participer avec nous quand on n'habite pas sur place. Donc cela a quand même mené à 10 marches en tout, et ce qui était intéressant à Namur c'était qu'on nous avait demandé de faire cela sur des quartiers où il y avait des travaux qui étaient prévus. Et en fait, cela c'est la première fois que cela se passe en Belgique dans le sens large, en général, cela se passe dans des endroits où oui on peut analyser l'espace public mais il n'y a pas de changements prévus. Ce qui est assez intéressant à Namur c'est qu'ils s'y sont pris assez en avance pour que les changements que l'on propose puissent aller vraiment quelque part.

Hortense De Brouwer :

Ok, du coup pour rebondir, parce que cela c'était justement une de mes questions, c'était qu'effectivement dans votre rapport j'avais cru lire que, ben voilà, il y avait des travaux et des projets et que du coup les marches étaient faites en fonction de ces travaux et ces projets d'aménagement et c'est pour cela en fait que vous avez ciblé donc 4 quartiers précis à Namur

Laura Chaumont :

Oui

Hortense :

Ok

Laura Chaumont :

Donc en fait Namur ils ont prévu du gros chantier, mais ce sont des chantiers qui s'étalent sur 10 ou 15 ans, c'est vraiment des gros trucs. Il y avait le quartier de la gare, le quartier des casernes, l'Université et l'ancien quartier des abattoirs, enfin les nouveaux abattoirs on pourrait dire. Et donc la volonté de la ville c'était d'avoir l'avis des habitants sur ces quartiers-là, qui allaient de toute façon être aménagés et du coup d'intégrer à ce moment-là les recommandations au cahier des charges. Et cela c'est vraiment quelque chose de nouveau, ça n'a jamais été fait en Belgique avant, qu'un espace public soit pensé vraiment dans l'ordre. Voilà on ne nous a pas contacté pour la chaussée d'Ixelles ici à Bruxelles 2 semaines avant que le permis devait être rendu, vite ... rendre un avis sur le genre, ça ne marche pas comme ça. Cela c'était vraiment le point positif de Namur avec le fait que, ça a été vraiment fait. Ils auraient pu en tant que politiciens, politiciennes se dire ben voilà on prend mais voilà et en fait ils et elles ont vraiment intégré au cahier des charges, pas avec une mesure obligatoire, mais avec une mesure plutôt de conseil et tous les cabinets d'architectes qui ont rendu un dossier pour les concours qui étaient mis en œuvre, qui étaient lancés pour les aménagements, nous ont contacté pour voir si leur projet rentrait dans notre petit guide de bonnes pratiques et donc on a pu travailler en amont de ces projets-là et le cabinet d'architecte qui a gagné le projet, notamment aux casernes, a travaillé avec nous en amont. Donc c'est un projet qui est en train de se faire et qui a effectivement tenu compte de l'avis des participantes. C'est la première fois en Belgique que ça va si loin.

Hortense De Brouwer :

Et du coup, en fait, si je comprends bien à Namur les marches exploratoires, elles ont été organisées en ayant un objectif clair, donc qui était l'inscription de critères au cahier des charges.

Laura Chaumont :

Oui

Hortense De Brouwer :

Et ça, si je comprends bien c'est la première fois qu'il y a un objectif si clair qui a été

énoncé pour l'organisation des marches exploratoires. Avant à Bruxelles, ça n'a pas été le cas ?

Laura Chaumont :

Ben c'était toujours voulu en tant qu'intérêt et information. On a aussi fait un projet magnifique qui s'appelle « Femmes au parc » pour ramener, visibiliser le fait qu'il y a moins de femmes présentes dans les parcs, pareil que dans les rues mais que ça se joue à d'autres endroits et que les sensations sont un petit peu différentes. On a travaillé sur 9 parcs, mais aucun parc n'était destiné à avoir des changements et des modifications donc oui on a avancé des choses mais à partir du moment où il n'y a pas de travaux qui sont prévus, c'est de l'information mais voilà, qui reste, à priori, quand même fort dans le vide. Et donc à Namur, après c'est seulement, à la gare, je ne sais pas s'ils ont tenu compte de ce que l'on a dit.

Hortense De Brouwer :

Et à la gare c'est par rapport à la galerie qu'ils rénovent ou c'est un autre projet d'aménagement ?

Laura Chaumont :

Alors la gare c'est toute la place qui est devant la gare. La place de la Station, je ne sais plus. La place qui est vraiment juste devant la gare, qui maintenant depuis 1 an est fermée à la circulation des voitures parce qu'ils vont réaménager toute cette place. Il y avait plein de choses à dire mais là, on n'a pas été, je n'ai pas été contactée par des architectes pour des projets. Je sais qu'ils avaient le projet de monter la gare des bus en haut, au-dessus de la gare, ça c'est en train de se faire. Il y a eu pas mal de résistance parce que ça va assombrir vachement la gare. Le problème d'être isolé sous le pont là où c'est maintenant, sous l'espèce de préau, ben ça sera la même chose en haut. Donc voilà, il y avait des résistances, ça s'était déjà avancé, je pense que c'était trop tard. Mais il y a avait aussi tout le problème du parking du centre commercial devant ce petit square où on avait passé que les arbres étaient malades pour pouvoir les abattre et on a vendu que le nouveau parc des casernes serait un vrai parc, ce qui n'est pas vraiment le cas parce qu'en fait sur les casernes il y a le

palais de Justice qui n'est pas le projet mais devant, sur toute la longueur, là où il y a le parking maintenant, moi je croyais que tout cela allait être un parc mais ce n'est pas le cas parce que sur cet endroit-là doit avoir aussi la bibliothèque, un café, je crois qu'il y a 60 logements, dont seulement 3 logements sociaux. Donc voilà il y a des problèmes qui persistent je trouve dans ce projet et nous à Garance on a réfléchi depuis et on met un petit peu des limites sur certaines pratiques. On ne fait plus les choses tout à fait pareil, en 5 ans, on a quand même vachement évolué, notamment par rapport à la gentrification. Mais donc voilà, ce qui était chouette avec Namur, c'était que c'est un truc qui a vraiment vu le jour jusqu'au bout, et quand le projet, comment il s'appelle ce projet, qui a gagné le concours ?

Hortense De Brouwer :

Cœur de Ville

Laura Chaumont :

Cœur de Ville. Quand le projet a gagné, ils nous ont appelé et on a pu parler de ce que l'on avait fait et donc ils nous ont vraiment mises dans l'histoire jusqu'au bout. Donc ça c'était assez intéressant. Après, il y a plein de problèmes et on ne ferait plus pareil aujourd'hui, mais voilà, Namur c'est quand même le premier cas en Belgique qui va jusqu'au bout.

Hortense De Brouwer :

Oui et par rapport au projet « Cœur de Ville », en fait ils ont d'abord gagné le concours et après ils sont venus solliciter votre aide ?

Laura Chaumont :

Avant

Hortense De Brouwer :

Avant, ok

Laura Chaumont :

Ils nous ont montré leurs plans, nous demander si on était d'accord, si on pensait qu'ils allaient rencontrer les critères de notre rapport. J'ai fait des changements, qu'ils et elles ont été intégrés et après ils ont rempli, postulé et ils ont gagné. Et je travaille, en fait il y a énormément de personnes, c'est pas le seul projet, je pense qu'il y a 50 entreprises différentes donc c'est vraiment colossal. Moi j'ai été particulièrement en contact avec une dame architecte, paysagiste.

Hortense De Brouwer :

De chez Eole c'est ça ?

Laura Chaumont :

De chez Eole ouais, Anne-Marie. Et en fait elle, elle était très intéressée par le projet, elle a vraiment entendu tout ce que je voulais lui dire, et elle était vraiment très chouette, à tel point qu'il y a un autre projet en face, au coin en face des casernes, il y a un bâtiment où il y a le conservatoire de musique et derrière ce conservatoire, il y a aussi un parking Ville pour l'instant qui être aménagé aussi et ça s'est un projet de la Ville et pareil, j'ai rencontré les deux, enfin le nouveau, enfin le nouveau agglomérat d'entreprises qui va postuler dans lequel se retrouvait Eole, mais là ce n'était plus Thomas et Piron, c'était un autre et je ne sais pas s'ils l'ont gagné celui-là. En tout cas je les ai aussi rencontré pour ça.

Hortense De Brouwer :

Ok et donc grâce à cette personne de chez Eole en fait, si je comprends bien.

Laura Chaumont :

Ouais

Hortense De Brouwer :

Ok, parce que du coup l'intégration de critères de genre dans le projet

d'aménagement en fait c'est indicatif et qu'est-ce que tu penses qui aurait poussé Thomas et Piron et les autres à les inscrire justement dans leur projet ? C'est pour avoir une plus-value ou est-ce que c'est parce que vraiment ils se posent des questions par rapport à la dimension de genre ?

Laura Chaumont :

Alors de ce que je me rappelle, ça fait loin ... le gars de Thomas et Piron qui était à la conférence de la présentation du projet « Cœur de Ville » n'a pas du tout cassé notre démarche et était plutôt soutenant. Je ne pense pas qu'il soit vraiment intéressé parce que ben voilà, c'est un homme blanc, d'une quarantaine d'année, universitaire donc je veux dire en termes de privilèges, il les cumule. Je ne pense pas qu'il ait vraiment pris le temps de se mettre dans l'intérêt de la démarche. Je pense qu'il y a un truc un peu de ... c'est à la mode le genre, surtout dans l'espace public, parce que c'est le plus facile, parce qu'en fait c'est le sommet de l'iceberg, et donc je pense que eux se dire que Garance est venue et mettre le logo Garance, c'était une plus-value, mais voilà ... je ne suis pas sûre que de leur côté ça a été vraiment plus loin que ça. Je sais que la dame de chez Eole oui, vraiment ça lui tenait à cœur que le projet soit respectueux et surtout rendre l'accès agréable pour tout le monde, mais bon voilà après sur cet espace- là, il y a le projet qui a gagné, là il y aura le nouveau palais de Justice et là il y a les contributions, il y a les 3 bâtiments des contributions, je ne sais pas si tu vois, et ils vont les abattre ces bâtiments-là, mais cette zone-là, donc entre le palais de justice et le projet « Cœur de Ville », ils vont créer une route entre les deux, qui existe déjà plus ou moins, mais ils vont la rendre vraiment une vraie route. Et le petit coin des contributions, c'est une parcelle qui est privée en fait et j'ai aussi rencontré les gens qui veulent faire les travaux là-dessus, donc ils vont abattre les 3 bâtiments des contributions et ils souhaitent faire des logements et une crèche privés et là c'est un agglomérat d'entreprises et le leader c'est une banque, je pense que c'est ING. Et donc nous on s'est posé la question, est-ce que l'on rencontre ces gens qui ne sont pas du tout du tout en accord avec notre façon de réfléchir et notre façon de penser la société. Eux, je les ai vu deux fois, ils étaient intéressés d'entendre, je pense qu'ils ont vraiment entendu, on devait creuser et je n'ai pas de nouvelles et ça doit faire 1 an donc je ne sais pas du tout ce qui est prévu là-bas.

Hortense De Brouwer :

Mais donc au final, si je synthétise d'une certaine manière, on peut dire que du coup il y a ce côté de, on peut avoir de la chance et tomber sur une personne qui est ouverte à la question, comme par exemple chez Eole apparemment la dame était très ouverte et en même temps, on fait face à une réalité locale. J'imagine que si Thomas et Piron avait entrepris un tel projet mais dans une autre ville qui n'avait pas organisée de marches exploratoires, qui n'avait pas inscrits des critères au cahier des charges, ils n'auraient pas sollicité votre aide ?

Laura Chaumont :

C'est certain. Non non non, c'est uniquement parce que la Ville a tenu parole d'intégrer un chapitre de genre dans le cahier des charges et dans l'offre, dans l'appel d'offre pour les projets qu'ils sont venus chez nous. Anne-Marie Sauvat de chez Eole. Maintenant madame Sauvat je ne suis même pas certaine que elle non plus elle l'aurait fait. Je pense qu'on est beaucoup trop loin de ça pour l'instant en Belgique aujourd'hui. Ce n'est pas du tout du tout du tout un automatisme d'intégrer le genre de façon transversale dans les aménagements du territoire, pas du tout.

Hortense De Brouwer :

Oui c'est encore très loin.

Laura Chaumont :

Il y a plein de communes et de cellules d'urbanisme qui ne voient même pas l'intérêt.

Hortense De Brouwer :

Mais justement je me demandais si à Namur, j'ai remarqué que pendant la période pendant laquelle elles ont été organisées, c'était donc une échevine qui avait la compétence de l'urbanisme et qui avait en même temps la compétence de l'égalité des chances. Et je me demandais si ça, ça n'avait pas créé une réelle opportunité

justement pour cette problématique alors qu'habituellement les échevins ou les échevines, de ce que moi j'ai remarqué, c'est qu'ils n'ont pas tout le temps ces 2 compétences ensemble, même rarement.

Laura Chaumont :

Non à l'époque de Namur, c'était 2 différents.

Hortense De Brouwer :

C'est 2 différents ?

Laura Chaumont :

Mais ça a changé depuis, on a voté.

Hortense De Brouwer :

Oui oui oui, mais justement je ...

Laura Chaumont :

C'était Stéphanie Squailquin à l'égalité des chances et c'était Arnaud... A l'urbanisme c'était ... attends je regarde dans mes mails.

Hortense De Brouwer :

Mais donc Squailquin n'avait pas du tout la compétence de l'urbanisme et c'est elle qui est venue vers vous pour ...

Laura Chaumont :

Non c'était Sophie Marichal. Sophie Marichal qui travaille au pavillon urbain et qui était attaché à ce gars, dont je vais te trouver le nom. Je ne suis même pas sûre que c'est Arnaud. Arnaud Gavroy.

Hortense De Brouwer :

Ah oui, ça me dit clairement quelque chose.

Laura Chaumont :

Arnaud Gavroy, mais je ne sais absolument plus de quel parti il était, je ne me rappelle plus. Mais donc moi j'ai été contactée par Sophie Marichal qui est géographe chargée de mission à la cellule transversale de l'aménagement urbain, donc le pavillon urbain, pavillon de l'aménagement urbain comme ils appellent ça à Namur. Et les 2 échevins qui portaient le truc c'était Gavroy et Squailquin mais j'ai eu beaucoup plus contacts avec lui.

Hortense De Brouwer :

Ah ok.

Laura Chaumont :

Oui. Squailquin, elle était plus ... elle nous suivait de loin. C'est lui qui a présenté le projet à la fin, c'est lui qui a présenté le « Cœur de Ville ». Non c'est vraiment lui. Après voilà lui ... il était très motivé, vraiment ! Je ne peux pas lui enlever qu'il était motivé. Mais bon après en terme de féminisme, il y avait encore du travail. Mais il était motivé. Ca il faut bien le dire. Je l'ai relancé beaucoup, alors je le redis, ce projet a été fait gratuitement. Je pense que si on avait dû facturer, on ne l'aurait pas fait. Ça je suis absolument certaine que la ville de Namur n'aurait pas dépensé un franc pour faire ça. J'en suis absolument certaine. Personne ne le fait. Mais voilà, là c'était une aubaine pour eux, pour nous ça a été aussi intéressant et on le refera s'il faut, mais quand je l'ai relancé, il était là et maintenant je reçois encore de temps en temps des nouvelles. Je sais qu'il a donné mon nom, mais c'était gratuit.

Hortense De Brouwer :

Ouais, donc il y a un intérêt mais par contre mettre de l'argent dedans. Mais j'ai l'impression que c'était un peu pareil à Charleroi, quand j'en parlais avec la secrétaire de la cellule de l'égalité des chances, qui était super motivée à en organiser, elle me disait : « mais on va faire ça avec l'association *Vie Féminine* » et je ressentais clairement que ces marches auraient dû être possible si il n'y avait pas eu

le confinement, mais qu'à partir du moment où effectivement tout était organisé gratuitement.

Laura Chaumont :

Ben oui. Alors à Charleroi, ce qui est génial c'est que j'ai fait une ... il y a pas mal d'assos qui ont voulu une formation marche explo, donc moi j'ai donné une journée de formation de marches exploratoires. Donc la Ville de Charleroi est autonome pour organiser les marches. Toutes les assos, maintenant ça commence à faire loin aussi mais ... il y avait *Vie Féminine*, y avait d'autres assos qui ont été formées et donc je sais qu'il y en a eues. Y en a eues, mais voilà ... Nous, on n'a pas inventé le concept, donc tout le monde se l'approprie, absolument comme il ou elle le souhaite. Nous on avait une méthodo qui était assez chouette et qu'on défend et que plusieurs assos trouvaient intéressante au point de vouloir que ça soit nous qui les donnions ou de recevoir notre formation. Je sais qu'à Charleroi ils l'ont eue.

Hortense De Brouwer :

Ouais, c'est bizarre, c'est marrant puisque je les ai rencontrées et elles ne m'en ont pas du tout parlées. Alors peut-être que la personne n'a pas suivi la formation.

Laura Chaumont :

Peut-être que *Vie Féminine* n'était pas dedans, je ne me rappelle plus. Mais elles font des marches depuis longtemps VF, à Bruxelles en tout cas. Après à VF, elles vont avoir la même méthodo que nous, parce qu'elles sont fort sur la même longueur d'onde que *Garance*. C'est la seule association où on est vraiment en accord avec *Garance* en Belgique donc elles, elles vont vraiment faire, à mon avis, plus ou moins comme nous.

Hortense De Brouwer :

Et qu'est-ce qu'elle a de particulier justement votre méthodo ?

Laura Chaumont :

Ben elle est non-mixte déjà. Avec vraiment une réflexion sur les sens, sur les

sensations et avec une attention particulière aux réflexions qui peuvent ... parce que voilà quand on parle d'espace public, il y a beaucoup de dérapages racistes ou vaïdistes ou voilà ... qui peuvent arriver. Donc on a vraiment développé une attention à relancer les discussions tout en essayant de ne pas juger ce qu'ont vécu les habitants. Et alors nous maintenant on essaye de réfléchir à comment intégrer, ou en tout cas réfléchir mieux à la gentrification. A Namur, les marches exploratoires, les profils des femmes n'étaient pas du tout assez diversifiés. Je n'ai pas réussi ... voilà malgré tous mes efforts, on n'a pas réussi à avoir une diversification des profils des participantes et voilà ... toutes celles qui ont répondues avaient les moyens de penser une ville plus agréable et le quartier des Casernes, dans le quartier populaire, il y a plusieurs participantes quand même, y en avait deux, trois, qui ont exprimées une inquiétude par rapport à ce changement et par rapport à l'adaptation et aux travaux de ce quartier qui va du coup, oui ... voir des magasins arrivés, du bio, peut-être la bibliothèque reste gratuite d'accord, mais voilà ... ça fait que les espaces publics vont de plus en plus être payants et nous ça en questionne beaucoup à *Garance*, parce que le fait de partager de l'ensemble dans la ville soit souvent lié à la consommation. Et donc à un niveau de vie, et ça pour nous, c'est problématique. Donc dans les listes, quand je demande aux participantes : « Ah ben voilà, les casernes, c'est tout vide, qu'est-ce que vous voudriez dans votre ville à vous, qu'est-ce que vous voulez, pas comme commerces, mais comme services ? » Voilà, une crèche bien sûr, mais pas une crèche privée, une maison communautaire ou intergénérationnelle. Y a plein d'endroits où on peut être et se rencontrer mais sans autant automatiquement consommer. Ca, pour moi, à Namur on a raté, parce que, ben voilà, en huit ans le projet a évolué, il y a cinq ans aussi mais la halle aux fruits bio qui va avoir lieu, qui va être construite, la halle aux légumes frais, ben voilà, ça sera certaine ... oui sûrement local et locaux mais bon ... quel prix, les logements sont pas tous des logements sociaux, y en a que quelques-uns et encore, ce n'est pas tout à fait des logements sociaux, ce sont des logements qui sont donnés pas la Ville . Donc ça pose question quand même de qui va venir habiter là, je sais que à Namur est une ville très chère et que les loyers autour des abattoirs, là où ils ont refait les nouveaux abattoirs, les loyers ont augmenté très fort à Bomel. Donc, pour moi on a raté cette option- là. On aurait plus dû, j'aurais dû plus insister sur tout ce qui peut se faire sans pour autant ramener de la consommation. Et ça maintenant, on fait

vraiment très attention. Et je pense que VF est hyper aussi fort là-dedans donc, à mon avis, elles sont attentives à ça aussi. Et Charleroi, Namur est une ville très aisée, mais Charleroi est une ville où les habitants ont en moyenne moins de revenus donc il faut faire attention, c'est primordial.

Hortense De Brouwer :

Mais du coup, par rapport au problème de la gentrification, je comprends le problème qu'il engendre, par contre, ce que je comprends moins c'est quel impact il aurait sur les femmes en particulier.

Laura Chaumont :

Ben c'est que les femmes qui habitent là depuis toujours vont se voir contraintes de partir et que du coup elles sont dépossédées d'un quartier qui est le leur et l'intérêt qu'il y avait de leur poser la question : « Ben qu'est-ce que vous voulez pour ce quartier ? », et que certaines ont dit : « Ben moi je suis angoissée de voir arriver des personnes qui habitent pas ici, qui ont des moyens plus élevés et que tout augmente. C'est une inquiétude réelle donc pour les femmes, qui sont en général moins bien rémunérées, qui font partie des personnes les plus précaires en Belgique, les problèmes de consommation et leur revenu les touchent directement. Si c'est une crèche c'est super, mais si c'est une crèche privée et qu'il n'y a pas d'autres crèches du coup qui est installée parce qu'on considère qu'il y en a une, où est-ce qu'elles vont mettre leurs enfants en crèche.

Hortense De Brouwer :

Ok oui oui je comprends beaucoup mieux.

Laura Chaumont :

C'est vraiment le comment est-ce que l'impact ... voilà on sait que l'espace public c'est aussi un espace où les femmes travaillent, elles se font invisibles, mais elles travaillent quand même, dans le soin aux personnes ou aux enfants. Si cet espace n'est pas pensé pour ce profil-là, on les défavorise. Les toilettes publiques, qui est le premier point d'attention, quand on parle de genre et d'urbanisme, qui est

absolument aberrant en Belgique qu'on n'ait toujours pas de toilettes gratuites, propres et accessibles pour tout le monde. Parce qu'en général, quand on est une femme, on a beaucoup plus de complications à faire pipi dans les espaces publics et souvent qu'on s'occupe des enfants, soit on va leur apprendre à faire pipi dans l'espace public, ce que souvent les petits garçons intègrent et gardent jusqu'à l'âge adulte, pour les petites filles c'est plus compliqué à partir d'un certain moment. Donc si on ne veut pas de toilettes publiques dans un parc, on exclut les femmes, c'est automatique. Voilà, et on crée des espaces où les hommes vont se sentir à l'aise d'uriner et créer des espaces où les odeurs sont insoutenables et du coup exclus aussi les femmes. On ne va pas dans un endroit qui sent l'urine. Et du coup, ici, ce qui était chouette, c'est que les toilettes publiques de ce parc, ce parc-éke, par ce qu'il y aura quatre arbres et deux poules, c'est prévu, il y en aura, mais elles seront intégrées, donc en fait, y aura la bande de parc, vraiment là où ... quand on arrive de la gare, par la rue Rogier, on arrive sur un coin de ce mur avec ce parking et ce mur va être totalement abattu et le parc, il va commencer-là et en ligne directe, tu verras la bibliothèque publique, donc ça s'est chouette, elle sera sur deux niveaux, tout en transparence, etc. avec des chouettes aménagements et dans la bibliothèque, il y aura des toilettes publiques, femme, homme, avec un endroit pour changer les enfants qui ne soit pas dans les toilettes des femmes et aussi un endroit pour allaiter, avec de l'eau courante, etc. Et tout ça gratuit. Maintenant, ça va quand même être lié aux horaires d'ouverture de la bibliothèque, en général, une bibliothèque, c'est ouvert souvent mais bon ce ne sont pas des toilettes publiques accessibles tout le temps. Il y a déjà du mieux, c'est-à-dire que si on va là en journée avec des enfants, on pourra aller aux toilettes, ce qui est rare, rare en Belgique, pour des toilettes où on se sent à l'aise, c'est rare. Donc, voilà ... et elles sont accessibles aussi aux personnes à mobilité réduite, donc voilà ...là c'est un vrai chouette truc. Maintenant, ça a dû être amené quoi, donc si on met des toilettes mais qui sont payantes, ben pareil, pareil, on choisit à qui, pour qui on fait la ville, pour des personnes qui ont un certain niveau de revenu, et en général celles qui sont en-dessous, ce sont majoritairement des femmes.

Hortense De Brouwer :

C'est super intéressant en tout cas, je vois juste que le temps passe quand même

assez vite et du coup je vais juste revenir sur certaines questions que j'avais notée. Je voulais savoir si vous aviez eu des critiques par rapport à la méthodologie que vous employée, par rapport à des effets qu'elle pourrait avoir, des biais ou quoi ?

Laura Chaumont :

Non

Hortense De Brouwer : Pas en particulier ?

Laura Chaumont :

Non, heu non ! Toutes les marches se sont excessivement bien passées. On a même fait une marche avec la maison d'accueil des Trois Tilleuls, Trois Colonnes qui suspend le côté de la ... de l'eau. Heu non, c'était très intéressant ... Non. On n'a pas eu de, je n'ai pas eu de critique. Pas de critique en directe. Des critiques de gens qui ne comprennent pas l'intérêt des marches ça oui j'en ai eu beaucoup. Pour le projet cœur de ville, y a un gars d'une septantaine d'années qui avait dit que c'était complètement ridicule de parler de ça et que ça faisait bien longtemps que la ville était accessible pour tout le monde. Ça c'était à la présentation du projet.

Hortense De Brouwer :

Et ça s'est un cas particulier ?

Laura Chaumont :

Euh non c'est hyper fréquent ! nous à Garance on est des féministes assez radicales et on va loin, je nous considère vraiment comme des féministes radicales et on dérange énormément, même dans des rencontres avec des assos féministes on dérange quand même toujours parce que l'on va très loin et c'est ce que j'aime dans cette association. Donc la casquette de l'emmerdeuse je la porte et elle ne me dérange pas trop. Aussi parce que l'on avait reçu plein de retours positifs donc qu'un homme de septante ans pense ça... c'est pas grave.

Hortense De Brouwer :

Vous n'avez pas vraiment de remarques constructives alors ?

Laura Chaumont :

Ha non, le mec trouvait ça vraiment débile d'emmener les bonnes femmes marcher dans les rues.

Hortense De Brouwer :

De manière générale, vous avez votre projet de marche exploratoire. Mais est-ce que tu as senti que la Ville, de manière générale était ouverte aux questions de genre ? tu as eu l'occasion de rencontrer d'autres échevin-ne-s ?

Laura Chaumont :

Oui ! Claire Duo, cheffe de cabinet. Stéphanie Scailquin aussi. Et moi j'ai rencontré Claire Duo surtout qui était très chouette. Et moi j'ai participé pendant près de deux ans je crois aux réunions de Namur'Elles. Y avait des projets, parce que voilà les associations qui étaient là étaient souvent intéressées. Et puis ça s'est un peu effiloché, je suis plus trop venue parce que voilà entre Namur et Bruxelles c'est pas toujours évident. Puis moi j'ai été absente pendant 8 mois pour congé maternité. Mais donc je les ai rencontrées toutes et c'était super chouette. Et puis y avait aussi une dame, Isabelle Delalle, elle, elle avait le service de cohésion sociale et s'occupait surtout des aînées, affaire civile et cohésion sociale. Elle était vraiment chouette, y avait une marche qui est tombée à l'eau sur un concours de circonstances malheureux : je suis allée un jour où elles étaient pas là et elles, elles sont allées un jour où j'étais pas là donc bref c'était vraiment dommage. Après je sais pas si ces gens sont toujours là.

Hortense De Brouwer :

Par rapport aux marches, j'ai vu que y avait un quartier qui avait du être abandonné, c'était dû à quoi ?

Laura Chaumont :

Je n'ai jamais réussi à avoir les étudiantes pour le quartier de l'Université. Ouais, on a pas réussi à faire de marches pourtant moi j'avais vraiment envie qu'on creuse la question du parc Marie Louise et les affaires de viol et puis tout le mythe fin oui les craintes du fait d'être étudiantes à Namur, vivre en soirée, etc. aussi car y a des kots de l'unif qui sont séparés filles – garçons. Je sais que les garçons sont sur le campus et les filles sont à Saint-Servais je pense. Et du coup elles devaient passer un pont le soir et pendant des années y a eu un gars qui a violé des filles sur ce pont et donc fatalement la mémoire collective est vraiment très intense. Donc moi j'avais vraiment très envie qu'on creuse là parce que le parc Marie-Louise c'est vraiment aussi un parc où elles ne mettent pas les pieds pour différentes raisons. Et en fait je pense qu'à l'époque je n'avais pas aussi les bons canaux pour entrer en contact avec elle. À l'époque j'ai pas pensé à genre aller sur les groupes facebook pour entrer en contact avec elles. Donc je pense que c'est vraiment à cause de ça. Via ça j'aurais réussi. Donc c'est vraiment parce que j'ai pas réussi à toucher le public.

Hortense De Brouwer :

Et les bons canaux, c'est quoi ?

Laura Chaumont :

Bah je pense que c'est facebook. Moi je fonctionne plus par mail et je crois que les étudiantes aujourd'hui même de 20 ans, 25 ans, elles fonctionnent par facebook.

Hortense De Brouwer :

Et du coup le frein à la participation c'était plus la communication que le fait de trouver assez de femmes conscientisées que pour y participer ?

Laura Chaumont :

Non je pense que c'était vraiment pas ça. C'est vraiment qu'elles n'ont pas eu l'info. Y a aussi la question des examens tu vois, à chaque fois qu'on arrivait vers décembre ou pâques ou juin.. En fait l'année universitaire une fois que tu n'es plus dedans, il

faut se remettre dedans et je crois que c'était un concours de circonstances. Au moment où j'étais la plus active, c'était des moments qui ne leur convenaient pas du tout. Et je pense qu'on n'a pas réussi... et pourtant j'ai aussi rencontré des gens de l'unif d'un kot à projet. Oui si y a eu des essais quand même avec une meuf d'un kot à projet. Et je pense que ça a foiré mais vraiment parce qu'on a pas réussi à avoir le public. Parce que une marche on est 6 et c'est bon hein. Et on aurait réussi à avoir 6 étudiantes. Donc entre la période et le manque d'accessibilité du public on n'a pas réussi mais je ne pense pas que ce soit un manque d'intérêt.

Hortense De Brouwer :

Et est-ce que tu as une idée de ce qu'il faudrait faire pour arriver à faire participer plus de femmes diversifiées ?

Laura Chaumont :

Alors il faut euh, la seule fois où j'ai réussi à avoir un public large et étendu c'est quand j'ai fait le projet de Bruxelles, y a 8 ans. Les 106 femmes qui ont participé étaient vraiment bien diversifiées. Après il manquait, j'explique d'ailleurs dans la brochure quelles femmes il manquait. En fait j'avais listé à l'avance les publics qu'il fallait absolument avoir. Et là à Bruxelles j'explique qu'il me manquait les travailleuses du sexe, celles qui font le trajet Bruxelles-ailleurs mais flamandes. J'avais des francophones mais pas des flamandes. Il me manquait des étudiantes de moins de 16 ans. Je suis allée à une marche et elles ne se sont jamais pointées. Et y avait encore deux - trois autres profils. Mais j'explique dans le rapport pourquoi. Et à nouveau c'est parce que je n'avais pas trouvé une assos. Alors les travailleuses du sexe, le temps c'est de l'argent et elles n'ont pas toujours deux heures à donner pour une marche alors que leur avis est incroyablement intéressant car la ville est leur espace de travail. Mais j'avais réussi à faire une marche avec des personnes trans, voilà j'avais vraiment une très grande diversité de public et c'est parce que j'avais été trouvé chaque association qui travaille avec ce public et que j'avais à chaque fois une personne de contact qui était intéressée et qui m'a soutenue pour trouver le groupe. Y avait des maisons médicales, j'ai été avec pro vélo, avec des femmes qui étaient dans des cours de FLE fin voilà j'ai eu plein de chouette public via ça. Et à Namur j'ai

essayé. Après on m'avait dit que Namur était plus difficile à motiver en termes de motivation vraiment citoyenne, c'est plus inerte comme ville que Bruxelles. Voilà ça je veux bien croire. J'ai rencontré la maison de jeunes de Balance, j'ai fait une marche avec des jeunes filles à Namur, ce sont les seules jeunes qu'on a eues. J'ai eu beaucoup de femmes plus âgées parce que le public à Namur est plus âgé et puis elles avaient le temps. Donc je pense que le moyen c'est de contacter les assoc' de terrain, qui travaille avec le public et dans cette assoc' il faut trouver une personne qui est hyper motivée et qui a envie de donner de l'énergie juste simplement à rameuter les femmes et à leur rappeler que la marche va avoir lieu. Juste simplement ça.

Hortense De Brouwer :

Je pensais que c'était vous qui contactiez les gens, je n'avais pas conscience que vous passiez par tout un réseau associatif.

Laura Chaumont :

Alors je t'avoue que si on fait une marche demain et que je le mets sur Facebook que Garance fait une marche exploratoire je peux te garantir qu'elle va être remplie mais du même profil : femme entre 25 et 35 ans, blanche, universitaire et travailleuse.

Hortense De Brouwer :

Donc ça n'aurait pas beaucoup d'intérêt à la fin.

Laura Chaumont :

Oui voilà. On aurait peut-être une petite diversification, ce serait par que des hétérosexuelles, on aurait des lesbiennes mais voilà. Nous on a un public fatalement de femmes... nous on travaille avec le public même selon ... donc on est hyper sensibilisé à la question des transidentités. Pour nous est femme, toute personne qui se décide à être femme. Donc on aurait peut-être ce profil là mais donc voilà c'est ce profil qui nous suit sur Facebook. Ce n'est pas des femmes qui suivent des cours de FLE. Donc il faut aller les chercher, via les assoc' de terrain qui font un travail remarquable et faut leur proposer. Alors moi ce que je faisais et qui fonctionnait

assez bien c'est que je leur disais que j'avais besoin de leur public pour deux petites heures mais que leur charge de travail ne changeait pas. Je viens juste demander quelqu'un-e qui veut bien les prévenir que ça existe. Et alors ce que j'ai fait à chaque fois c'est que je suis allée présenter le projet au groupe existant et on décidait ensemble d'une marche.

Hortense De Brouwer :

Ok donc le groupe de femmes était déjà constitué

Laura Chaumont :

Souvent ouais

Hortense De Brouwer :

Et tu les rencontrais le jour avant la marche

Laura Chaumont :

Ouais donc là au planning ici à Molenbeek. En fait souvent y a des activités qui sont organisées et je prends 10 minutes avant le début de l'acti pour présenter leur demander voilà si ça les intéressait et si oui, ok on prend la date.

Hortense De Brouwer :

Ok.

Laura Chaumont :

Et en fait à la base, on voulait toujours rencontrer le public de femmes avant. Leur présenter le projet. Décider du trajet qu'on allait faire ensemble, de comment on allait fonctionner. Faire la marche et puis les revoir encore une fois pour que je leur montre la façon dont j'avais traité leurs données. Donc normalement dans notre méthode idéale, on les rencontre 3 fois. Et même normalement, on était censée refaire la même marche avec le même groupe à différents moments de l'année, de la semaine, saison, etc. Et ça on a pas pu le faire simplement par manque de temps.

Hortense De Brouwer :

Et ça, ça ne deviendrait pas trop contraignant non plus pour les femmes ?

Laura Chaumont :

Si sûrement, il faudrait trouver des aménagements... on a proposé de faire des garderies mais on a aussi marché avec des enfants parce que c'est très intéressant puisque les poussettes ça avance lentement où elles passent etc. Mais voilà y avait eu vraiment qu'un groupe d'intéressé où on avait refait une marche en hiver. Mais finalement ça ne s'est pas fait. On a toujours fait des marches à la rache dans des temps trop courts et moi je rêve d'une fois où on pourrait vraiment mener des marches dans un quartier qui va être redéfini et où on pourrait organiser des marches longtemps à l'avance pour pouvoir vraiment faire un truc en profondeur mais pour l'instant ce n'est pas le cas.

Hortense De Brouwer :

Le fait d'imposer un itinéraire pour la marche, c'est quelque chose que vous ne faites pas alors ?

Laura Chaumont :

Non, non c'est toujours elles qui le font.

Hortense De Brouwer :

Et même si justement il s'agit d'observer des endroits précis en fonction de grands projets urbains qui auront lieu ?

Laura Chaumont :

Alors moi je donne rendez-vous au centre de l'endroit à analyser donc la marche commençait dans le quartier décidé et je leur disais « voilà le quartier va être aménagé, quels sont les endroits que vous voudriez voir ? ». Mais là les quartiers étaient larges donc on restait toujours dans le périmètre. Donc moi je n'impose pas

le trajet mais je donne le rendez-vous. J'impose le point de départ. Après parfois on fait 200m hein. On fait rarement plus d'un km c'est vraiment tout petit et ça prend deux heures maximums, moi je raccourci toujours un peu. On disait deux km en théorie mais on va jamais jusque- là.

Hortense De Brouwer :

Ha d'accord car moi dans la méthodo je misais sur 2 km mais si je comprends bien c'est trop long ?

Laura Chaumont :

Bah tu dois te laisser guider par le groupe quoi. Moi y a un endroit ou une place où on pouvait parler une demi-heure. Et comme à Namur, normalement il faut toujours être deux, une qui note et une qui anime et on fait toujours ça sauf qu'à Namur, on ne pouvait pas être deux sur ce projet donc j'étais seule et je devais animer et prendre note toute seule. Et donc ça me prenait aussi beaucoup de temps.

Hortense De Brouwer : Ok super j'ai fait le tour de mes questions, merci.

Annexe III : Retranscription de Hortense De Brouwer, étudiante en management territorial et développement urbain, de son entretien avec Sophie Marischal, responsable du Pavillon de l'Aménagement urbain de la Ville de Namur.

Hortense De Brouwer

Est-ce que vous pouvez premièrement vous présenter ?

Sophie Marischal

Donc Sophie Marischal, responsable du pavillon d'aménagement urbain à la ville de Namur.

Hortense De Brouwer

Une première question, est-ce que vous avez une idée du pourquoi il n'y aurait rien sur le genre et les femmes en général sur le CoDT ?

Sophie Marischal

Ha, hahaha, bonne question. C'est une matière, un sujet, une approche qui est assez innovante, ce que l'on rencontre la plupart du temps dans nos métiers, en tout cas moi personnellement, c'est que les personnes qui sont des urbanistes sont principalement des hommes. Donc ça c'est en tout cas une réaction que moi j'ai rencontrée quand on a commencé à travailler sur les marches exploratoires, sur la question du genre à la ville de Namur. C'est que, dans les services techniques, la plupart du temps on a affaire à des hommes, heureusement c'est en train de changer et donc c'est encore une approche qui doit évoluer. Et qui peut leur paraître parfois même un petit peu étonnant, ils ne comprennent pas pourquoi est-ce que certains aménagements doivent inclure le genre, en en discutant avec eux... c'était « ha bah oui, on n'y aurait pas pensé » parce que effectivement c'est classique, la ville est pensée par des hommes pour des hommes et donc au niveau du CoDT. Je connais certaines personnes qui ont notamment travaillé sur le CoDT, c'est principalement un milieu masculin. Pour moi c'est une piste d'explication et le sujet est en train de se faire connaître petit à petit donc on peut espérer que ce sera davantage intégré dans

le futur.

Hortense De Brouwer

Cette idée de marche exploratoire comment est-ce qu'elle a émergé et pourquoi les marches exploratoires pour intégrer la notion de genre dans la ville ?

Sophie Marischal

En fait, ça s'est fait personnellement en tout cas moi je suis géographe et aussi féministe. Quand on m'a demandé de créer le pavillon de l'aménagement urbain à l'initiative d'un échevin qui n'est plus là maintenant, j'ai commencé à travailler sur toute une série de thématiques qui me parlait et celle-là m'est venue assez naturellement on va dire et j'en ai parlé avec les responsables politiques qui étaient d'une part assez étonnés vu que c'était une approche nouvelle dont ils n'avaient pas connaissance. Mais donc c'est parce que moi j'avais des affinités avec ça et j'ai du faire une programmation annuelle. J'ai trouvé intéressant de ... c'est un peu parti d'un « pourquoi pas ? et si on commençait à réfléchir là-dessus » et là-dessus on a fait un thème et donc les marches qui ont abouties au cahier des recommandations donc en me renseignant un petit peu j'ai vu que garance était assez connue dans le domaine donc on s'est rencontré sur Bruxelles. On en a discuté, elles étaient partantes. Donc voilà ça s'est fait dans le cadre d'un des tout premiers thèmes au pavillon. Et ça a abouti à des recommandations et ensuite dans le cas du concours pour les casernes. En fait la régie foncière qui s'occupe de la réaffectation du site des casernes était sous la même tutelle politique que moi donc on fait parti du même département et donc ça s'est fait via des discussions qu'on a voulu imposer dans la démarche du concours étant du même département et dépendant du même échevin à l'époque. Voilà donc c'est comme ça que ça a débuté à l'époque, d'abord d'une démarche personnelle et puis ça a assez bien pris, d'une part au niveau du politique et puis des collègues du même service.

Hortense De Brouwer

Est-ce qu'il y avait un objectif clairement défini au début, avant l'organisation des marches exploratoires ?

Sophie Marischal

On souhaitait que des critères de genre soient intégrés à un cahier des charges mais on ne pensait pas que ça pouvait se faire. En tout cas ce qui a guidé la démarche c'est qu'il y a tout un projet de revitalisation sur tout le nord de la corbeille. Je veux dire c'est intéressant de faire des marches quand on peut changer quelque chose et toute cette partie là de la ville étant en projet, on s'est dit « bah c'est le moment ou jamais, tout est en train d'être repensé au niveau de l'espace public ». C'est quand on a des travaux prévus que l'on peut en profiter pour que ça bouge. Si on va dans un quartier lambda dans lequel la commune n'a pas décidé d'investir, on peut faire des démarches faire des propositions mais c'est plus difficile d'avoir un budget. Ici on s'est intégré en quelque sorte dans le projet qui était déjà en cours depuis plusieurs années de revitalisation du nord de la corbeille. Et du quartier de Bomel notamment, pour pouvoir faire des propositions dans le cadre d'un projet en cours et puis voilà le quartier des Casernes étant dans le quartier nord de la ville, c'était dans la continuité de la démarche. Mais donc de base c'était dans le cadre du projet de réhabilitation de l'espace public qu'on a voulu faire les marches et puis naturellement le projet des casernes est arrivé et ça paraissait naturel de l'inclure en fait.

Hortense De Brouwer

D'accord. Pourquoi est-ce que le projet Cœur de ville est fort médiatisé ? Pourquoi on parle de lui comme quartier women friendly ? Est-ce que d'autres projets ont aussi inclus cette approche ?

Sophie Marischal

Pour le moment, je vais dire que c'était le seul car comme il était global sur le quartier, on a pu imposer dans le cadre de ce projet. Mais lorsque c'est un petit projet, c'est plus difficile d'imposer un certain nombre de choses à un promoteur que quand ça touche un quartier là on peut vraiment agir à grande échelle. En tout cas à Namur je n'ai pas connaissance d'autres projets si ce n'est la requalification des espaces public du quartier de la gare. Maintenant, l'idée qui était derrière ça c'était,

mais ça a été un peu chamboulée avec l'arrivée du CoDT, c'était de transformer cette liste de recommandation en un outil d'urbanisme pour pouvoir systématiquement, aussi dans le cadre de projet de moyenne taille d'imposer des critères de genre. Mais ça je vous avoue que ça a été un petit peu mis en standby pour des raisons d'effectifs au niveau de la ville mais c'est quelque chose qu'on a toujours en projet donc d'étendre cette démarche de manière plus général au domaine de l'urbanisme.

Hortense De Brouwer

D'accord et pour bien comprendre, vous parlez d'un guide d'urbanisme qui est spécifiquement sur ce sujet-là ?

Sophie Marischal

Oui tout à fait.

Hortense De Brouwer

Et ce guide comment est-ce que vous imaginez l'employer ? Est-ce qu'il serait annexé à tous les marchés publics par exemple ?

Sophie Marischal

Ça s'est quelque chose qu'on doit encore voir en interne mais idéalement ça devrait être pour démarcher pour la ville. En tout cas, nous on fonctionne par département à la ville de Namur, nous on fait partie du département urbain, en tout cas pour ce département là, ça pourrait être une deuxième étape, après les casernes, de commencer dans notre département à l'imposer. Maintenant, le seul autre département qui pourrait aussi se voir l'imposer c'est celui des voies publiques qui s'occupe de tout ce qui est voiries, trottoirs, etc. mais là c'est encore des étapes d'après, faudrait d'abord que ça fasse ses preuves au niveau de l'urbanisme je dirais mais bon on n'en a pas encore discuté avec les collègues des autres départements donc ces des choses sur lesquelles on doit encore travailler mais c'est le but effectivement, que ce soit étendu.

Hortense De Brouwer

Par rapport au projet Cœur de Ville est-ce que vous savez en quoi ce quartier est inclusif et prend en compte les besoins des femmes.

Sophie Marischal

C'était au niveau du parc car au niveau du logement privatif, ça a moins de sens, c'est principalement dans l'espace public. De mémoire, on a porté notre attention aux accès aux parkings et aux infrastructures. De mémoire, les entrées ont été centralisées à la fois pour le parking et la bibliothèque pour que le hall commun soit assez bien fréquenté et à la base je sais que les toilettes publiques devaient être placées dans le parking mais ça c'est une discussion qu'on a eu avec la régie foncière qui gérait le projet, on leur a dit que ce n'était pas très rassurant de mettre des toilettes publiques dans le parking et qu'il fallait les mettre en surface. Ça c'est le plus gros élément. Il y a aussi l'accès à une fontaine d'eau potable mais ça s'est quelque chose de général et vous le savez que quand on commence à réfléchir sur la question du genre on vise une inclusion finalement qui concerne pas que les femmes mais tous les publics qui sont d'habitude un peu laissés de côté dans les aménagements. Donc là c'est vraiment dans un objectif d'avoir des espaces publics plus qualitatifs. Et alors y a aussi la passerelle et en dessous, il y a un passage mais là il faudra voir à l'usage si c'est vraiment intéressant. Les plafonds en fait sont des miroirs. Je ne sais pas vraiment si c'est efficace, c'est la première fois que je vois ce genre d'aménagement mais...

Hortense De Brouwer

Et c'est une idée plutôt de Eole ou des femmes de la marche exploratoire ?

Sophie Marischal

Ça je pense que c'est une idée de Eole enfin oui je suis sûre que c'est une réponse de l'architecte et je pense même que Garance aussi était un petit peu étonné de la proposition et demandait à voir si effectivement c'était intéressant.

Hortense De Brouwer

Est-ce que vous savez me confirmer le fait que y aura 3 logements sociaux dans ce

projet ?

Sophie Marischal

Ouille ça je ne sais pas vous dire, je vous redirigerai vers un collègue si vous voulez. En fait la régie foncière si vous voulez c'est l'immobilière en quelque sorte de la ville et quand ils font des projets comme ça, ils gardent généralement des logements dans leur patrimoine. Ici c'est un concours avec un privé donc c'est un peu particulier et on ne peut pas garder tous les logements. Mais eux fonctionnent un petit peu comme une société de logement social et donc fournissent des logements à bas prix et dans des projets comme ça ils en gardent quelques 'uns pour les louer à tarifs avantageux.

Hortense De Brouwer

Et vous savez si la gentrification c'est un phénomène auquel la ville porte un peu d'attention ou pas ?

Sophie Marischal

Oui c'est quelque chose qui est de plus en plus intégré notamment à travers les charges d'urbanisme, notre service de développement territorial a mis en place un système de charge d'urbanisme pour imposer aussi dans des projets purement privé toute une série de choses et notamment une proportion de logement à tarif social, via les charges d'urbanisme, c'est quelque chose qu'on arrive à généraliser quand on a des projets d'une certaine taille étant donné que le promoteur fait quand même de l'argent sur parfois des voiries, des terrains ou dans un quartier existant, bah c'est bien qu'il rende quelque par un service à la collectivité en finançant ou en cédant des logements sociaux ou en réaménageant une portion de voirie voilà tout dépend de l'investissement de départ car les charges d'urbanisme sont proportionnelles à cet investissement. Et donc ça a pour but notamment d'éviter la gentrification.

Hortense De Brouwer

Du coup vous savez pourquoi est-ce qu'il y a une crèche privée qui est intégrée dans le projet et pourquoi pas une publique ?

Sophie Marischal

Alors là, je vais aussi demander à mon collègue qui connaît mieux l'aspect programmation.

Hortense De Brouwer

Alors j'ai juste une dernière question, la projet cœur de ville est sous forme d'îlot, l'intérieur consiste en quoi ? C'est des jardins communs ? C'est du privé ou de l'espace public ?

Sophie Marischal

C'est un endroit plus privé justement pour éviter les nuisances en intérieur d'îlot. C'est vraiment pour les habitants donc ce sera ouvert en journée, on laisse les gens passer mais ça a été voulu comme un espace privatif à disposition des gens qui habitent dans les logements.

Hortense De Brouwer

Ok super, on a fait le tour de mes questions, merci beaucoup.

Rapport des marches exploratoires

« Namur au fil des marches exploratoires – Rapport », Garance 2017, page 24

Recommandations spécifiques au quartier des casernes :

Le Futur parc :

Le quartier des casernes est un quartier en transition. Les participantes nous ont partagé leur envie d'y voir de nouvelles dynamiques et, surtout, d'y retrouver de la vie et de l'animation. Lors de plusieurs de nos marches, nous avons pris le temps d'observer la photo accrochée au mur du parking qui illustre le futur parc qui se trouvera à l'endroit du parking. Les participantes ont développé toute une série d'envies et de besoins pour cet espace vert qu'elles voudraient inclusif pour tous et toutes.

Elles se sont demandé si les murs allaient rester comme ils sont pour le moment, s'inquiétant que le parc soit alors trop « enfermé », sans le contrôle social des passant.e.s à l'extérieur. Si les murs doivent rester, il faudrait alors penser à un moyen de rendre l'espace ouvert pour qu'on n'ait pas l'impression d'être cloisonné.e.

À l'intérieur du parc, elles voudraient une présence permanente : une cafétéria avec des toilettes publiques, propres et entretenues et un petit coin pour que celles qui souhaitent allaiter au calme puissent s'y installer. Elles voudraient un accès à de l'eau potable gratuite, ce qui leur permettrait de pouvoir rester avec des enfants, même quand il fait chaud. Elles souhaitent des poubelles en suffisance qui permettent le tri des déchets et des sacs en papier pour ramasser les crottes de chien, pour que les pelouses ne se transforment pas en dépotoir. Dans l'aménagement paysagiste, il est important de préserver une vue dégagée sur un parc ouvert, sans angle mort ni panneau publicitaire pour pouvoir voir loin. Elles veulent un éclairage suffisant et des bancs pas trop hauts avec des dossiers. Elles souhaitent également pouvoir faire des activités au même titre que les hommes ou les garçons et que la répartition de l'espace soit égalitaire. Certaines ont aussi proposé un système d'alerte qu'elles pourraient actionner en cas de problème. Les espaces de jeux pour les enfants ne devraient pas être isolés du reste du parc. Pour d'autres, il est important qu'un poste

d'infrmerie soit présent pour que les petits incidents soient plus faciles à gérer. La présence de gardien.ne.s de parc rassurerait de nombreuses marcheuses.

Bien entendu, il faudrait penser à l'accès pour les personnes à mobilité réduite dans le parc en évitant les marches inutiles ou les bordures et en installant des signalisations pour les personnes malvoyantes. De cette manière, tous et toutes pourront s'y rendre facilement.

Les participantes qui utilisent une voiture se sont inquiétées de savoir si les places de parking perdues seraient compensées ailleurs. À Namur, le problème du parking est récurrent pour certaines femmes.

Le quartier en général :

Dans ce quartier, les pistes cyclables manquent particulièrement et les quelques rares que nous avons trouvées ne sont pas en site propre. En règle générale, à Namur, le vélo n'a pas encore trouvé sa place, les installations faisant défaut.

Le manque de signalisation à destination des piéton.ne.s apparaît également dans ce quartier. Les marcheuses voudraient pouvoir se situer à tout moment, tant grâce à un plan du quartier qu'avec des panneaux d'indications. Il y a bien quelques plans du quartier, notamment au coin avec la rue du 1er Lancier, près du parking, mais le support utilisé noir ne facilite pas la lecture pour tous et toutes. De plus, sans éclairage spécifique, il est illisible la nuit. La taille des caractères utilisés est trop petite : des enfants ou des personnes de petite taille ou voyant moins bien ne pourraient pas l'utiliser.

Au même coin de rue, les participantes trouvent que le passage pour piéton.ne.s est mal positionné, juste après le coin, sans éclairage spécifique, dans une rue où les voitures roulent vite. Elles se sentent en danger et insécurisées de traverser ici mais l'utilisent quand même parce que c'est le seul passage. De manière générale, la position des passages devrait toujours avoir été réfléchie afin que tous et toutes puissent les emprunter en sécurité, mais également en fonction des trajets empruntés par les utilisatrices. Si l'emplacement n'est pas idéal, les piéton.ne.s préféreront traverser ailleurs au risque d'être renversé.e. Il faudrait aussi placer un éclairage pour le soir et la nuit afin de veiller à ce que les personnes qui traversent

soient visibles de partout.

Dans la rue Saint-Nicolas, une voiture est sortie de la rue des Tanneries qu'on pensait piétonne, ce qui nous a permis d'observer qu'il n'y avait pas d'indications précises sur l'utilisation de cette rue. Les zones piétonnes devraient toujours être correctement indiquées.

La rue Saint-Nicolas montre deux dynamiques différentes, avec une première moitié de la rue plus fréquentée du côté du centre-ville où les commerces sont revenus, et une autre moitié où il y a beaucoup de commerces sont fermés et de rideaux de fer baissés, même en journée. Le sentiment d'insécurité des femmes qui ont marché à cet endroit varie en fonction d'où l'on se trouve dans la rue. Elles aimeraient que la rue soit nettoyée plus régulièrement et que les autorités trouvent un moyen d'encourager les habitant.e.s à respecter les horaires de ramassage des poubelles. Pour les dépôts clandestins, elles conseillent d'éviter de construire des recoins et des entrées profondes. Une des participantes a partagé sa difficulté d'évacuer des encombrants lorsqu'on ne possède pas de voiture. La ville pourrait proposer un passage régulier d'enlèvement des encombrants pour permettre à tous et à toutes de pouvoir s'en débarrasser et, ainsi, diminuer le risque de dépôts clandestins.

Sur la place de l'Ecole des cadets, nous avons constaté la multiplication inutile d'obstacles sur les trottoirs. Il faut slalomer entre ceux-ci pour pouvoir passer : les parcmètres, les bornes électriques, les panneaux indicatifs pour les voitures, les poubelles, tout cela complique un passage fluide. Sur cette place, les marcheuses aimeraient pouvoir s'orienter facilement. Un panneau à destination des piéton.ne.s permettrait de savoir où se trouve mais aussi d'indiquer: le centre ville, l'hôpital le plus proche, l'hôtel de ville, la gare, la police, le théâtre, le cinéma et tout autre service public ou culturel.

Plusieurs des participantes ont regretté le manque occasionnel d'abris-bus aux arrêts. En cas de pluie sur cette même place, il faut s'abriter sous le toit du bâtiment pour espérer rester au sec. Pour que les abris-bus ne deviennent pas des obstacles à la vue, il vaut mieux qu'ils soient construits en matériaux transparents, sans panneau publicitaire.

Lors d'une de nos marches, des travaux rue Pépin ont rendu les trottoirs

impraticables. Une des marcheuses a souligné que dans le cas de travaux de longue durée, elle trouverait agréable d'avoir un itinéraire alternatif indiqué pour les piéton.ne.s. De même, il faudrait placer des poubelles sur les chantiers et des indications pour l'accessibilité. Il arrive que certains chantiers offrent des cachettes potentielles avec des matériaux entreposés et/ou des barrières mal positionnées. Nos marcheuses vivent cela comme insécurisant.

A l'entrée du parking des anciennes casernes, des jeunes viennent régulièrement pour manger à midi, laissant derrière eux.elles des papiers et des débris. Les participantes proposent d'équiper ce genre d'endroit de poubelles plus nombreuses afin de prévenir des dégradations. En parallèle, la sensibilisation à la propreté auprès des jeunes des écoles du quartier contribuerait à changer cette problématique.

La rue des Bourgeois donne l'impression d'être abandonnée par les pouvoirs publics. La chaussée y est très dégradée, il y a beaucoup d'espaces inutilisés, comme le grand espace vide entre la rue et l'entrée du bâtiment des contributions. On ne sait pas à quoi il sert. Les participantes y verraient une terrasse d'un petit restaurant ou un espace de jeux pour les enfants. Dans les anciennes casernes, il y a des espaces qui devraient servir à redynamiser le quartier et à ramener du passage: un café aux horaires décalés, un night shop, une ludothèque, un centre sportif, un centre bien-être, une crèche, un.e feuriste, des logements, un local communautaire, un lavoir automatique, un.e boucher.ère, un.e marchand.e de glaces et de pâtisseries, un salon de thé...